AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :
Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mardi 20 mai 2025

Conférence des Nations-Unies sur l'Océan (Nice, 8-13.6.2025) 2
Tribune de l'ambassadrice de France 2
Israël - Gaza 3
La Finlande, la France et 20 autres pays exhortent Israël à autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza 3
Déclaration conjointe des donateurs sur l'aide humanitaire à Gaza 3
Le Président Stubb condamne les transferts forcés de population prévus par Israël en les qualifiant de crimes de guerre 4
Le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ont publié des messages similaires 4
Selon le Premier ministre Orpo, le transfert de population de Gaza est un crime de guerre mais l'accord sur le système de défense aérienne conclu entre la Finlande et Israël ne sera pas annulé 4
Selon le Président du PSD Lindtman, la Finlande doit rejoindre le processus de reconnaissance de l'État palestinien initié par la France 5
La communauté juive en Finlande divisée sur les actions d'Israël 5
Ukraine – Russie - Sécurité 6
Le Président Stubb s'est entretenu avec le Président Trump 6
Le Président Stubb a reçu le Premier ministre lituanien Gintautas Paluckas 6
Le soutien ferme à l'Ukraine se poursuit, selon le Premier ministre Orpo et le Premier ministre lituanien 6
Selon le Premier ministre Orpo, l'Europe doit être capable de se défendre d'ici 5 ans 6
La Finlande fournira des munitions à l'Ukraine grâce aux recettes du gel des avoirs russes 7
Un projet finlandais de logiciel radio reçoit un financement de 45 millions d'euros du Fonds européen de la défense 7
Les Etats membres de l'OTAN et l'UE de la mer Baltique ont convenu d'une coopération pour la protection des infrastructures sous-marines critiques 8
La Finlande renforce le partage d'expertise grâce à des exercices nationaux de cybersécurité 8
Commerce extérieur 9
Le nouveau groupe de direction de Team Finland vise à renforcer et à clarifier les orientations en matière de promotion des exportations 9
Conseil de l'Europe - Santé et IA 9
Le ministère des Affaires sociales et de la Santé organise une conférence internationale sur l'utilisation de l'IA dans la santé 9
Politique intérieure 10
Le Centre, le PSD et Liike Nyt vont déposer une motion de censure contre le gouvernement au sujet de l'endettement 10
Energie – Climat 10
Vantaan energia souhaite capter du CO2 10
Centres de données 11
Combien d'énergie pour les centres de données ? 11
Editorial : « Il faut que le Premier ministre désigne rapidement une personne chargée d'étudier la question des centres de données » KL 11

Culture 11
Musique 11
L'Orchestre symphonique de la Radio RSO mettra à l'honneur Lili Boulanger l'année prochaine 11
Théâtre 12
La compagnie française Zirlib au festival de théâtre de Tampere 12

Conférence des Nations-Unies sur l'Océan (Nice, 8-13.6.2025)

Tribune de l'ambassadrice de France

Helsingin Sanomat a publié la tribune de l'ambassadrice Raja Rabia, lundi 19 mai :

« Les océans ne sont pas qu'un défi parmi d'autres »

« Du 9 au 13 juin 2025, la France accueillera la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3). Ce rendez-vous sera un moment décisif : il réunira, à Nice, une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement, et plusieurs dizaines de milliers de participants, chercheurs, scientifiques, acteurs économiques, militants associatifs et citoyens du monde entier. A cette occasion, la France portera un objectif clair : protéger l'Océan par des actions concrètes.

L'Océan est notre bien commun. Il nourrit les peuples et les protège. Il nous fait rêver et voyager. Il nous offre de l'énergie durable, des moyens de commercer, des ressources et des connaissances scientifiques infinies.

Un être humain sur trois dépend de l'Océan pour vivre, et pourtant, ce dernier est en danger. C'est un espace encore largement méconnu, qui ne dispose ni d'une gouvernance globale, ni des financements nécessaires à sa préservation. Les chiffres sont inquiétants : plus de 8 millions de tonnes de plastique sont déversées dans l'Océan chaque année, selon une étude de la revue Science. A cela s'ajoute la surexploitation, qui touche plus d'un tiers des stocks de poissons, mais aussi l'acidification des eaux, la montée du niveau de la mer et la destruction des écosystèmes marins. Et ces phénomènes s'accélèrent, conséquences directes du dérèglement climatique.

Il est temps d'agir. Plus que jamais, nous devons faire en sorte que l'action multilatérale soit à la hauteur des enjeux liés à la protection de l'Océan.

Dix ans après la COP21 et l'Accord de Paris, qui a permis d'établir un cadre mondial contraignant pour limiter le réchauffement climatique, l'UNOC3 représente une opportunité historique. Les « Accords de Nice » constitueraient un véritable pacte international pour la conservation et l'utilisation durable de l'Océan. Ce pacte serait ainsi directement en ligne avec les objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'ONU, en 2015.

Pour y parvenir, les discussions à Nice devront être concrètes et tournées vers l'action. Il s'agira d'œuvrer pour une meilleure gouvernance, davantage de financements et une plus fine connaissance de la mer.

En matière de gouvernance, le traité sur la protection de la biodiversité en haute mer (BBNJ) est un levier essentiel. La haute mer – plus de 60% des Océans – est aujourd'hui le seul espace qui n'est pas régi par le droit international. L'absence de surveillance et de règles communes entraîne un véritable désastre socio-environnemental : pollutions massives d'hydrocarbures et de plastiques, méthodes de pêche illégales et non régulées, captures de mammifères protégés. Pour mettre un terme à ce vide juridique, nous devons obtenir la ratification de 60 pays et ainsi permettre au traité BBNJ d'entrer en vigueur.

La protection de l'Océan passe également par la mobilisation des financements publics et privés et le soutien à une économie bleue durable. Pour continuer à bénéficier des formidables opportunités économiques de l'Océan, nous devons faire en sorte que les ressources marines puissent se régénérer. A Nice, plusieurs engagements seront annoncés en matière de commerce international, de transport maritime, de tourisme et d'investissement.

Enfin, comment protéger ce que l'on ne connaît pas – ou pas assez ? Nous devons accroître notre connaissance de l'Océan et mieux la diffuser. Aujourd'hui, nous sommes capables de cartographier la surface de la Lune ou celle de Mars, mais le fond des Océans nous demeure inconnu. Ils recouvrent pourtant 70% de la Terre !

Ensemble, mobilisons la science, l'innovation et l'éducation pour mieux comprendre l'Océan et sensibiliser davantage le grand public.
Face au changement climatique qui s'accélère et à la surexploitation des ressources marines, l'Océan n'est pas un enjeu parmi d'autres. C'est l'affaire de tous. La remise en question du multilatéralisme ne doit pas nous faire oublier notre responsabilité commune.
L'Océan est un lien universel, il est au cœur de notre avenir. Ensemble, nous pouvons faire de l'UNOC3 un tournant majeur pour nos peuples, pour les générations futures et pour notre planète. »
Raja Rabia, Ambassadrice de France en Finlande
L'article sur le site de Helsingin Sanomat : https://www.hs.fi/mielipide/art-2000011233515.html

Israël - Gaza

La Finlande, la France et 20 autres pays exhortent Israël à autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza

La Finlande et 21 autres pays exhortent Israël à autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza. Israël a annoncé plus tôt dans la journée qu'il autoriserait des livraisons limitées d'aide humanitaire à Gaza.
La déclaration commune des pays indique que, malgré les signes d'une aide limitée à Gaza, la population de la région est au bord de la famine et a besoin d'aide.
Les pays affirment également dans leur déclaration qu'ils s'opposent fermement à toute tentative d'expansion des colonies en Cisjordanie.
Yle

Déclaration conjointe des donateurs sur l'aide humanitaire à Gaza

« Alors que nous reconnaissons les signes d'une reprise limitée de l'aide humanitaire, Israël a bloqué l'entrée de l'aide à Gaza pendant plus de deux mois. Les stocks de nourriture, de médicaments et de fournitures essentielles sont épuisés. La population de Gaza est exposée à la famine et doit recevoir l'aide dont elle a cruellement besoin.
Avant le blocus, les Nations Unies et les ONG humanitaires ont acheminé de l'aide à Gaza avec un grand courage, au péril de leur vie, et ce, malgré les difficultés d'accès causées par Israël. Ces organisations adhèrent aux principes humanitaires, travaillant avec indépendance, neutralité, impartialité et humanité. Elles disposent de la capacité logistique, de l'expertise et de la capabilité opérationnelle nécessaires pour fournir une assistance aux personnes les plus vulnérables à Gaza.
Le cabinet de sécurité israélien aurait approuvé un nouveau modèle pour l'acheminement de l'aide à Gaza, que les Nations Unies et nos partenaires humanitaires ne peuvent soutenir. Ces derniers ont exprimé sans équivoque leur refus de participer à tout dispositif qui ne respecterait pas pleinement les principes humanitaires. Ces principes s'appliquent dans tous les conflits du monde et doivent être systématiquement appliqués dans chaque zone de guerre. Les Nations Unies ont exprimé leur inquiétude quant à la capacité du modèle proposé à acheminer l'aide de manière efficace, à la vitesse et à l'échelle requises. Ce modèle met en danger les bénéficiaires et le personnel humanitaire, ébranle le rôle et l'indépendance des Nations Unies ainsi que de nos partenaires de confiance et associe l'aide humanitaire à des objectifs politiques et militaires. La fourniture de l'aide humanitaire ne doit jamais être instrumentalisée à des fins politiques et le territoire palestinien ne saurait être réduit ou connaître le moindre changement démographique forcé.
En tant que donateurs humanitaires, nous adressons une demande sans équivoque au gouvernement israélien. Nous l'exhortons à autoriser la reprise totale et immédiate de l'aide humanitaire à Gaza et à permettre aux Nations Unies ainsi qu'aux organisations humanitaires de mener leurs actions de manière indépendante et impartiale, dans le but de sauver des vies, d'atténuer les souffrances et de préserver la dignité humaine. Nous sommes résolus à répondre aux besoins urgents de la population de Gaza.

Aussi, nous répétons avec fermeté que les otages encore détenus par le Hamas doivent être libérés sans délai et que la distribution de l'aide humanitaire doit reprendre sans entrave. Nous demeurons profondément convaincus que le rétablissement immédiat d'un cessez-le-feu et les efforts en vue de la mise en œuvre d'une solution à deux États sont les seuls moyens d'apporter la paix et la sécurité aux Israéliens et aux Palestiniens, et d'assurer une stabilité durable dans l'ensemble de la région. »
Cette déclaration a été signée par :
Les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Slovénie et de la Suède.
La haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, la commissaire européenne chargée de l'égalité, de l'état de préparation et de la gestion des crises, ainsi que la commissaire européenne pour la Méditerranée.
https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/actualites-et-evenements/2025/article/declaration-conjointe-des-donateurs-sur-l-aide-humanitaire-a-gaza-19-05-25

Le Président Stubb condamne les transferts forcés de population prévus par Israël en les qualifiant de crimes de guerre

Le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ont publié des messages similaires

Le président Alexander Stubb adopte une position ferme sur la situation humanitaire critique à Gaza et les actions d'Israël dans la région. Stubb a déclaré aujourd'hui, lundi, sur X, que les souffrances des civils à Gaza doivent cesser.
« Les souffrances des civils à Gaza doivent cesser. La Finlande exige qu'Israël assume ses responsabilités au regard du droit international et garantisse l'acheminement de l'aide humanitaire », a commenté Stubb sur X.
Stubb exige que l'ONU et les organisations humanitaires soient autorisées à opérer pleinement et en toute impartialité. « L'aide humanitaire ne doit pas être politisée. Les transferts forcés de population constituent un crime de guerre et ne peuvent faire partie d'aucune solution.»
De plus, selon Stubb, la Finlande exige que le Hamas, l'organisation extrémiste qui contrôle la bande de Gaza, libère les otages et encourage les parties belligérantes à revenir à un cessez-le-feu. « La sécurité d'Israël doit être garantie dans le respect du droit international. Des négociations de paix doivent être lancées immédiatement sur la base du modèle des deux États.»
Le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ont également publié des messages similaires sur leurs comptes X, en même temps que Stubb.
Les trois dirigeants en appellent à des négociations de paix fondées sur un modèle à deux États.
HS Yle

Selon le Premier ministre Orpo, le transfert de population de Gaza est un crime de guerre mais l'accord sur le système de défense aérienne conclu entre la Finlande et Israël ne sera pas annulé

Dans une interview accordée à Yle, le Premier ministre Petteri Orpo a également pris position sur le projet israélien d'évacuation de la bande de Gaza.
Orpo condamne fermement ces transferts de population, les qualifiant de crimes de guerre.
« Les dirigeants du gouvernement finlandais ont aujourd'hui adopté une position ferme sur la situation. Nous exigeons un accès immédiat à l'aide humanitaire vers la bande de Gaza, un cessez-le-feu immédiat entre les parties et, troisièmement, l'ouverture immédiate de négociations de paix en vue d'une solution à deux États et de la reconnaissance de la Palestine », a déclaré Orpo.

Bien que la Finlande condamne les actions d'Israël à Gaza, les achats d'armes à Israël ne risquent pas d'être annulés.
L'importante commande de systèmes de défense aérienne passée par la Finlande à Israël sous le gouvernement précédent est considérée comme essentielle à la sécurité nationale de la Finlande, notamment en raison de la menace que représente la Russie.
« Ce point a bien sûr été évoqué. Mais la commande déjà faite par le gouvernement précédent est actuellement considérée comme cruciale dans notre situation où la Russie représente une menace immédiate pour notre sécurité. Nous devons renforcer notre propre défense, et la capacité de défense aérienne en est un élément clé », dit le premier ministre.
La Finlande ne suspendra-t-elle pas cet accord ?
« Non, nous ne le ferons pas », répond Orpo à Yle.
Yle

Selon le Président du PSD Lindtman, la Finlande doit rejoindre le processus de reconnaissance de l'État palestinien initié par la France

Le Président du PSD Antti Lindtman est d'avis que la Finlande doit rejoindre le processus de reconnaissance de l'État palestinien. Dans le cadre de ce processus, qui a été initié par la France et l'Arabie saoudite, une solution sera cherchée en juin à New York pour la crise au Moyen-Orient qui s'aggrave.
« Il faut que la direction de la politique étrangère réponde [à cette initiative]. La Finlande est-elle prête à faire partie de ce processus de reconnaissance de l'État palestinien ? Si nous ne participons pas à ce processus, la Finlande sera au mauvais côté de l'histoire quand les générations à venir regarderont ce que nous avons fait », a dit Lindtman.
Selon Lindtman, reconnaître l'État palestinien pourrait avoir un impact décisif.
« La Finlande va-t-elle rester à l'écart de la politique internationale ou va-t-elle agir maintenant ? Je souligne que c'est justement au moment le plus sombre quand on a besoin d'espoir, de faire pression sur Israël, ce qui peut être fait notamment par les pays qui n'ont pas encore reconnu la Palestine. Si la Finlande ne s'implique pas [dans l'initiative], il est tout à fait légitime de se demander si la Finlande fait tout ce qu'elle peut pour mettre fin à l'effusion de sang ».
TS

La communauté juive en Finlande divisée sur les actions d'Israël

Israël a annoncé accélérer ses actions militaires à Gaza en cherchant à occuper toute la région de Gaza. Une partie du gouvernement israélien a justifié l'occupation par les raisons religieuses : le ministre de la sécurité interne Itamar Ben Gvir a par exemple dit que les « Israéliens doivent rentrer dans leur maison à Gaza, pays sacré ».
La communauté juive en Finlande est divisée sur les actions d'Israël à Gaza.
Greggory Haueter, membre fondateur de l'organisation juive anti-sioniste Nahliel, souligne que la religion a souvent été utilisée comme argument pour l'oppression et le colonialisme. Selon Haueter, les actions d'Israël sont « une interprétation ultranationaliste et raciste du judaïsme ».
Haueter estime également que les actions d'Israël ne sont point motivées par la libération des otages, mais que l'objectif à Gaza et dans d'autres régions palestiniennes a « toujours été le même : les nettoyer des Palestiniens ».
Le président du conseil central des paroisses juives, Yaron Nadbornik, estime qu'utiliser une rhétorique religieuse dans le contexte d'une guerre est « étrange ».
« Le judaïsme n'est pas une religion belliqueuse. Je trouve qu'il s'agit d'une rhétorique populiste d'un parti d'extrême droite. Je ne pense pas que cela ait grand-chose à voir avec le judaïsme », dit Nadbornik.
En revanche, Nadbornik comprend les actions militaires d'Israël et estime que chercher à détruire Hamas est un objectif logique. Selon Nadbornik, les Palestiniens ont prouvé qu'ils ne veulent pas leur propre État ; ils veulent détruire Israël. À Gaza, il ne s'agit pas de politique mais de l'extrémisme islamique, selon Nadbornik.
Si l'objectif est la destruction du Hamas, pensez-vous que ce qui est arrivé à la population civile en valait la peine ?

« Non, je ne pense absolument pas comme cela. Je pense seulement à ce qui serait l'autre option. Si Israël ne faisait rien, pourrait-on avoir confiance dans le fait qu'il n'y ait plus personne qui passe la frontière pour tuer et violer des civils », répond Nadbornik.
Greggory Haueter conclut que l'avis des juifs en Finlande ou de tout autre groupe n'a aucune importance : selon le droit international, la Finlande doit faire tout ce qu'elle peut pour arrêter la guerre à Gaza, indépendamment des opinions des uns et des autres.
HS

Ukraine – Russie - Sécurité

Le Président Stubb s'est entretenu avec le Président Trump

Le Président de la République, Alexander Stubb, s'est entretenu téléphoniquement avec le Président américain Donald Trump lundi 19 mai 2025. Étaient également présents à cet appel le Président ukrainien Volodymyr Zelenskyi, le Président français Emmanuel Macron, le Chancelier allemand Friedrich Merz, la Première ministre italienne Giorgia Meloni et la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.
Le Président Trump leur a rendu compte de son entretien avec le Président russe Vladimir Poutine. Les participants ont discuté des négociations en cours, du cessez-le-feu et des étapes vers une paix durable et juste.
Tpk

Le Président Stubb a reçu le Premier ministre lituanien Gintautas Paluckas

Le Président de la République, Alexander Stubb, a rencontré le Premier ministre lituanien Gintautas Paluckas à sa résidence officielle à Munkkiniemi, lundi 19 mai 2025.
Ils ont notamment discuté de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et des relations transatlantiques.
Tpk

Le soutien ferme à l'Ukraine se poursuit, selon le Premier ministre Orpo et le Premier ministre lituanien

Lundi 19 mai, le Premier ministre Petteri Orpo et le Premier ministre lituanien Gintautas Paluckas ont discuté des questions européennes et internationales d'actualité, ainsi que du développement des relations mutuelles entre les deux pays. La situation en Ukraine et la sécurité européenne ont été au cœur des discussions.
« La Finlande et la Lituanie sont tous deux des pays frontaliers de l'UE. C'est pourquoi nous partageons largement la même vision sur l'importance de soutenir l'Ukraine et de développer la défense européenne », a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.
Les Premiers ministres ont souligné l'excellence des relations bilatérales entre la Finlande et la Lituanie. « Je suis convaincu que la coopération, notamment dans le domaine des matériels de défense, peut ouvrir de nouvelles perspectives entre nos deux pays », a déclaré le Premier ministre Orpo.
A Helsinki, le Premier ministre Paluckas a également rencontré le président de la République Alexander Stubb et le président du Parlement Jussi Halla-aho.
Vn

Selon le Premier ministre Orpo, l'Europe doit être capable de se défendre d'ici 5 ans

Selon le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale), l'Europe doit pouvoir se défendre d'ici 5 ans. Orpo estime que même si les États-Unis ne vont pas quitter l'OTAN, ils ont d'autres centres d'intérêts régionaux. Pour cette raison, l'Europe doit être plus indépendante en matière de défense. Pour atteindre cet objectif, selon Orpo, il faut une industrie de la défense forte et diversifiée qui serait soutenue par les investissements. De plus, une plus grande partie du budget de l'Union européenne doit être consacrée à la défense.
TS

La Finlande fournira des munitions à l'Ukraine grâce aux recettes du gel des avoirs russes

Communiqué de presse du Ministère de la Défense

La Finlande a été sélectionnée parmi les États mettant en œuvre les mesures de l'Union européenne visant à fournir à l'Ukraine du matériel de défense grâce aux recettes du gel des avoirs russes.

La Finlande a conclu un accord avec la Commission européenne pour la fourniture de munitions lourdes à l'Ukraine.

Ces munitions seront achetées auprès de fournisseurs finlandais et financées par les recettes du gel des avoirs russes, qui seront acheminées via la Facilité européenne pour la paix (FEP). L'accord est évalué à 90 millions d'euros.

« Nous avons pu négocier un financement supplémentaire pour le soutien de la Finlande à l'Ukraine. Ces fonds proviennent des avoirs russes gelés. Les produits seront achetés à l'industrie finlandaise pour stimuler l'emploi en Finlande et envoyés en Ukraine pour contribuer à sa défense. Je suis très satisfait du résultat », a déclaré le ministre de la Défense Häkkänen.

« Le soutien de la Finlande à l'Ukraine est indéfectible et fort. Ce nouveau programme, qui s'ajoute à notre programme national de soutien de 660 millions d'euros, renforcera les liens entre l'industrie finlandaise et le soutien finlandais à l'Ukraine. Il s'agit d'un excellent exemple des capacités de l'industrie de défense finlandaise et démontre que nos investissements dans la capacité de production de munitions portent leurs fruits », a souligné Häkkänen.

Aucune autre information ne sera communiquée sur le contenu, les modalités ou le calendrier de la livraison.

Vn

Un projet finlandais de logiciel radio reçoit un financement de 45 millions d'euros du Fonds européen de la défense

Les résultats de l'appel à candidatures 2024 du Fonds européen de la défense (FED) ont été publiés. L'industrie et la recherche finlandaises sont une fois de plus largement représentées dans les projets du FED. Le FED finance les projets de recherche et développement des acteurs du secteur de la défense des États membres à hauteur d'environ un milliard d'euros par an.

Concernant le programme de travail 2024, les forces de défense participent à trois projets de développement différents dans lesquels l'industrie finlandaise est représentée. Le projet phare est le projet de développement AIMA/AI-WASP, mené par la Finlande et Patria.

Les forces de défense doivent rechercher et développer de nouvelles solutions pour renforcer et intégrer les capacités de transfert de données en réseau, de positionnement, d'identification, de soutien électronique et d'influence électronique dans la région nord de la Finlande et de l'OTAN. Les troupes ont besoin d'une connaissance situationnelle actualisée dans tous les environnements opérationnels.

Pour relever ces défis, une nouvelle génération de logiciel radio modulaire est actuellement en cours de développement. Elle combinerait également des capacités de guerre électronique avec des fonctionnalités de commandement et de contrôle. Ce projet, d'un montant total de plus de 50 millions d'euros, a bénéficié d'un financement de 45 millions d'euros au titre du programme de travail du Fonds européen de la défense (FED) 2024. Ce financement a été accordé à un consortium multinational d'entreprises dirigé par Patria pour le projet AI-WASP (Artificial Intelligence Warfare Adaptive Swarm Platform).

La radio AIMA (Multifunctional Aperture and Transceiver) basée sur l'IA est en cours de développement pour fonctionner dans des conditions arctiques, mais l'utilisation des solutions ne se limite pas à l'environnement opérationnel nordique. Le projet couvre des systèmes de différentes tailles dans tous les environnements opérationnels. Piloté par la Finlande, le projet implique également l'Espagne, l'Italie, l'Estonie, la Suède et la Grèce. Tous les pays participants ont signé une lettre d'intention pour le développement du système AIMA et apporteront un financement national au projet, en plus du soutien financier de l'UE.

Suite à l'appel à candidatures 2024, des entreprises et des instituts de recherche finlandais participent à 18 projets financés. À ce jour, une quarantaine d'entreprises et d'acteurs de la recherche finlandais ont participé à des projets du FED depuis 2021.
Vn

Les Etats membres de l'OTAN et l'UE de la mer Baltique ont convenu d'une coopération pour la protection des infrastructures sous-marines critiques

Les Etats membres de l'OTAN et l'Union européenne de la mer Baltique ont conclu un protocole d'accord pour la protection des infrastructures sous-marines critiques. Le protocole d'accord a été signé lors de la réunion ministérielle du Conseil des États de la mer Baltique (CEB) à Vihula, en Estonie, le 16 mai 2025. Au nom de la Finlande, le document a été signé par la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen.
Ce protocole d'accord favorisera la coopération concrète entre les pays de la mer Baltique à cet égard. Les négociations sur le protocole d'accord avaient été annoncées lors du sommet des Alliés de la mer Baltique à Helsinki le 14 janvier 2025.
« Ce protocole d'accord souligne l'importance de la coopération politique entre les pays de la mer Baltique à l'heure où la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a accru le niveau de menace dans cette région. Il est important de protéger les infrastructures sous-marines critiques contre les actions, qu'elles soient intentionnelles ou non », a déclaré la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen.
https://valtioneuvosto.fi/-/itameren-alueen-nato-liittolaiset-ja-eu-sopivat-yhteistyosta-kriittisen-merenalaisen-infrastruktuurin-suojaamiseksi?languageId=en_US

La Finlande renforce le partage d'expertise grâce à des exercices nationaux de cybersécurité

Un exercice national de cybersécurité (« KYHA ») a réuni plus de 120 employés de l'administration centrale afin d'améliorer leurs compétences techniques et leur coopération mutuelle contre les cyberattaques. Organisé à l'Institut informatique de l'Université des sciences appliquées JAMK à Jyväskylä du 12 au 16 mai 2025, cet exercice, le deuxième de l'année, a été un franc succès.
« Depuis 2011, la JAMK a mis en œuvre des activités de développement d'un montant de près de 25 millions d'euros ciblant l'expertise et l'environnement technique nécessaires aux exercices de cybersécurité. Les résultats sont exploités à l'échelle nationale et internationale. Les exercices « KYHA » en sont le parfait exemple », explique Tero Kokkonen, directeur de l'Institut informatique de l'Université des sciences appliquées de la JAMK.
« L'avantage de ces exercices techniques et fonctionnels est qu'ils rendent visible les interdépendances. Au cours d'un exercice, une situation donnée peut être amenée à un point où les tâches requises ne relèvent plus de la responsabilité d'une autorité publique individuelle, et la prise de décision peut alors remonter jusqu'au niveau gouvernemental. Ce sont là quelques-uns des processus qui peuvent être mis en pratique lors d'un exercice de cybersécurité conjoint », explique Rauli Paananen, directeur national de la cybersécurité.
Un exercice de cybersécurité national est organisé chaque année pour le gouvernement central. L'exercice est systématiquement suivi par les employés de Valtori (Centre gouvernemental des TIC), notamment en charge de la communication, de la gestion des incidents et de la sécurité.
« L'exercice national de cybersécurité est très important pour nous. Nous jouons un rôle central dans la gestion des failles, car Valtori fournit des services informatiques à la plupart des agences gouvernementales centrales. Les incidents sont discutés et gérés au sein d'un réseau de coopération entre différentes autorités. Pendant l'exercice, nous avons également organisé des réunions régulières pour partager la situation et envisager les mesures à prendre », explique Jani Mattila, responsable de la sécurité chez Valtori et participant à l'exercice.
Les exercices nationaux de cybersécurité sont mis à niveau chaque année afin de maintenir les compétences requises par les menaces et de se conformer à la législation et aux directives en vigueur.

En matière de processus de communication, par exemple, le dernier exercice de cybersécurité du gouvernement central s'est inspiré des récentes directives à l'intention des organisations sur la communication de crise, publiées par le Centre national de cybersécurité de l'Agence finlandaise des transports et des communications (Traficom) début 2025.
Les exercices nationaux de cybersécurité sont organisés par JYVSECTEC (Jyväskylä Security Technology), un centre de recherche, de développement et de formation de l'Institut informatique de JAMK, en collaboration avec le ministère des Transports et des Communications. Le Comité de sécurité du gouvernement contribue à la mise en œuvre des exercices en jouant un rôle directeur.
https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/kyberhyokkays-voi-edellyttaa-paatoksentekoa-valtioneuvostotasolla-asti-yhteista-osaamista-kehitetaan-kyha-harjoituksilla?languageId=en_US

Commerce extérieur

Le nouveau groupe de direction de Team Finland vise à renforcer et à clarifier les orientations en matière de promotion des exportations

Le ministre de l'Économie, Wille Rydman, et le ministre du Commerce extérieur et du Développement, Ville Tavio, ont nommé le nouveau groupe exécutif de Team Finland le 16 mai 2025.
La gestion du réseau Team Finland est réformée conformément au programme du gouvernement du Premier ministre Petteri Orpo. Le groupe de direction de Team Finland sera divisé en deux groupes afin de clarifier la gestion opérationnelle.
Le groupe de direction principal sera composé de représentants du ministère de l'Économie et de l'Emploi et du ministère des Affaires étrangères. Le Groupe de direction élargi sera composé de représentants du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Économie et de l'Emploi, du ministère de l'Éducation et de la Culture, du ministère de l'Agriculture et des Forêts, du ministère des Transports et des Communications, du ministère de l'Environnement, du ministère de la Défense, de Business Finland, de Finnvera, de Finnfund, des Centres pour le développement économique, les transports et l'environnement, de Finnish Industry Investment Ltd, de la Chambre de commerce de Finlande, de la Confédération des industries finlandaises et de la Fédération des entreprises finlandaises.
Les deux groupes seront présidés en alternance par un représentant du ministère de l'Économie et de l'Emploi et un représentant du ministère des Affaires étrangères.
La réforme de la structure de direction s'inscrit dans le cadre du renouvellement de la gestion et des activités du réseau Team Finland, tel que décrit dans le programme gouvernemental. L'objectif est de renforcer les structures de promotion des exportations et de soutenir les intérêts stratégiques de la Finlande. Cette réforme renforcera notamment le rôle du ministère des Affaires étrangères dans la promotion des exportations et de l'internationalisation.
« Le réseau Team Finland continuera de travailler en équipe. Ensemble, nous pouvons offrir de meilleurs services aux entreprises finlandaises. Une coopération harmonieuse entre tous les partenaires de Team Finland est essentielle pour assurer la croissance internationale des entreprises finlandaises », a déclaré le ministre Ville Tavio.
https://valtioneuvosto.fi/-/uusi-team-finland-johtoryhma-pyrkii-vahvempaan-ja-selkeampaan-vienninedistamisen-ohjaukseen?languageId=en_US

Conseil de l'Europe - Santé et IA

Le ministère des Affaires sociales et de la Santé organise une conférence internationale sur l'utilisation de l'IA dans la santé

Le ministère des Affaires sociales et de la Santé organise à Helsinki le 21 mai une conférence internationale, en coopération avec le Conseil de l'Europe, afin de discuter de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine de la santé. Cet événement sera diffusé en ligne.

La conférence de haut niveau, portera sur l'influence de l'IA sur la santé et son impact sur les soins et le traitement des patients, ainsi que sur le travail des professionnels de santé.
« L'IA représente l'une des avancées technologiques les plus importantes de ces dernières années, offrant également d'énormes opportunités pour les soins de santé. L'IA est déjà largement utilisée dans la recherche médicale et le développement de nouveaux traitements », a déclaré la ministre Grahn-Laasonen.
« Outre les nombreuses opportunités qu'elle offre, l'utilisation de l'IA soulève des questions éthiques, telles que la protection de la vie privée des patients et l'accès équitable aux services de santé. Le droit des patients à l'autodétermination et la protection de leur vie privée doivent être respectés malgré toutes les avancées technologiques. Ils ne doivent en aucun cas être compromis », déclare Grahn-Laasonen.
Denis Huber, Chef du Département de la Santé au Conseil de l'Europe, prononcera également un discours lors de l'événement. « La gouvernance de l'intelligence artificielle doit garantir que la cognition humaine, l'empathie et la confiance demeurent des atouts majeurs dans la prestation des services de santé. En fin de compte, à toutes les étapes du parcours de soins, les soins basés sur l'IA ne devraient jamais se substituer aux personnes qui ont besoin d'un contact et d'un accompagnement professionnels humains », déclare M. Huber.
La conférence offrira un espace de discussion sur ce sujet à l'échelle européenne. L'événement organisé par le ministère des Affaires sociales et de la Santé en coopération avec le Conseil de l'Europe se déroulera en anglais. Il sera diffusé en intégralité.
https://valtioneuvosto.fi/-/1271139/stm-jarjestaa-kansainvalisen-konferenssin-tekoalyn-hyodyntamisesta-terveydenhuollossa?languageId=en_US

Le programme de la conférence :
https://stm.fi/documents/1271139/232012623/AI%20Conference%20Helsinki%2021%20May%202025_FINAL.pdf/755053c6-f14b-b2ca-0d48-41df713a85b4/AI%20Conference%20Helsinki%2021%20May%202025_FINAL.pdf?t=1746008418034

Le lien pour suivre la conférence :
https://event.prospectumlive.com/conference-on-ai-healthcare-and-human-rights/lobby

Politique intérieure

Le Centre, le PSD et Liike Nyt vont déposer une motion de censure contre le gouvernement au sujet de l'endettement

Les partis de l'opposition le Centre, le PSD et Liike Nyt vont déposer mardi une motion de censure contre le gouvernement au sujet de l'endettement qui est sur un niveau record.
Le Président du Centre Antti Kaikkonen avait annoncé la semaine dernière que le Centre allait déposer une motion de censure à ce sujet. Selon lui, les résultats de la politique économique du gouvernement sont insuffisants, car les problèmes concernant l'endettement, le taux de chômage et l'économie se sont aggravés.
MTV

Energie – Climat

Vantaan energia souhaite capter du CO2

Le groupe énergétique de Vantaa souhaite être le premier à capter du CO2. Vantaa souhaite atteindre la neutralité carbone pour 2030 et Vantaan energia envisage d'y arriver même plus tôt. Le groupe souhaite mettre fin aux énergies fossiles dans sa production de chauffage urbain dès 2026. Pour atteindre la neutralité carbone, le groupe investit dans le captage et stockage du CO2 et souhaite que d'autres groupes énergétiques de Finlande du Sud et des industries de la région participent au projet.
Kalle Patomeri, directeur chez Vantaan energia, estime que le projet pourrait être rentable.

Le stockage pourrait se faire au Danemark ou en Norvège.
Selon Patomeri, il s'agirait d'un investissement de 600 à 800 millions d'euros. Il indique que les autres pays nordiques sont déjà plus avancés en matière de CCS (Carbon capture and storage) que la Finlande, qui pourra ainsi bénéficier de leurs expériences.
HBL/11

Centres de données

Combien d'énergie pour les centres de données ?

Helsingin Sanomat relève que des spécialistes remettent en question les affirmations de la ministre des Transports et des Communications Lulu Ranne sur le besoin en matière d'électricité des data centers. La ministre a indiqué que les centres menaceraient de tripler la consommation électrique de la Finlande.
Le patronat EK a la connaissance de 47 projets dans des phases différentes. Il n'est pas exclu que d'autres soient planifiés, mais il est clair que les 100 à 200 projets évoqués par la ministre ne verront pas tous le jour.
Selon des spécialistes, la consommation électrique finlandaise est destinée à augmenter, mais plutôt an raison des besoins de l'industrie et notamment celle l'hydrogène, que des centres de données.
Si les prix augmentaient considérablement, la situation serait moins intéressante pour les centres de données. A l'heure actuelle, il y a un excès d'offre d'électricité en Finlande.
Kauppalehti a enquêté sur les salaires versés par les plus grands groupes de centres de données. En Finlande, les centres emploient un groupe relativement minime de personnes : les dix plus gros centres de données n'employaient que 282 personnes en 2023.
Les plus grands salaires étaient de autour de 8000 euros par mois, tandis que le salaire moyen dans ces dix groupes gérant des centres s'élevait à 5308 euros par mois.
HS/A26-27, KL/12

Editorial : « Il faut que le Premier ministre désigne rapidement une personne chargée d'étudier la question des centres de données » KL

L'éditorialiste de Kauppalehti estime que comme jusqu'à présent, aucune étude exhaustive n'a été mené sur les avantages et inconvénients des centres de données pour la société, ni sur le risque en matière de confidentialité informatique, il serait nécessaire que le Premier ministre nomme sans tarder une personne pour faire une telle étude, comme prévu lors des négociations de la mi-législature.
Le gouvernement n'est pas en mesure de tout seul sélectionner quels projets d'investissements seraient opportuns pour l'économie du pays, estime l'éditorialiste.
KL/5

Culture

Musique

L'Orchestre symphonique de la Radio RSO mettra à l'honneur Lili Boulanger l'année prochaine

Les amateurs de musique française savent que la célèbre professeure de composition française Nadia Boulanger avait une sœur cadette très talentueuse, Lili Boulanger (1893-1918). Lili Boulanger, décédée à l'âge de 24 ans seulement des suites de la maladie de Crohn, a composé une série d'œuvres captivantes, poétiques et hypersensibles, de la musique de chambre, diverses œuvres vocales et orchestrales.
Il est heureux que Lili Boulanger soit la compositrice du thème de la prochaine saison de l'orchestre RSO.

Helsingin Sanomat publie une critique élogieuse du dernier concert de RSO qui avait notamment au programme « D'un soir triste », l'une des œuvres les plus jouées de Lili Boulanger.
HS

Théâtre

La compagnie française Zirlib au festival de théâtre de Tampere

Le festival de théâtre de Tampere (4-10.8) aura au programme « La vie secrète des vieux », de la compagnie française Zirlib, les 8 et 9 août.
Teatterikesa.fi